

Mr Andry Rajoelina

Président de la Haute Autorité de Transition

Monsieur le Président,

J'ai récemment été alerté sur le fait que la société Daewoo Logistics, une filiale de la société transnationale Daewoo International aurait signé, en juillet 2008, un bail de location mettant à disposition 1,3 million d'hectares sur 99 ans afin de produire du maïs et de l'huile de palme à Madagascar. Ce projet a rencontré une vive opposition de la part de la population locale. Les principales inquiétudes concernent la possible existence future d'un pays sans terres pour les Malgaches qui considèrent la terre de leurs ancêtres comme sacrée. Ces inquiétudes se concentrent aussi sur la privation pour de nombreuses familles paysannes de leurs terres sur lesquelles ils vivent et travaillent ; sur la mise en péril de la souveraineté nationale par l'allocation de terrains gigantesques sans aucune consultation publique préalable ; sur la peur que des OGM soient plantés, considérant que la culture de maïs OGM dans la partie ouest du pays pourrait assécher les terres et que la monoculture de l'huile de palme pourrait détruire la biodiversité. De plus, tout le maïs et l'huile de palme cultivés étaient supposés être exportés et donc n'étaient pas censés contribuer à garantir une plus grande disponibilité de la nourriture dans le pays.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation de la Haute Autorité de la Transition a récemment précisé qu'un contrat de prospection de terrains favorables aux cultures projetées était intervenu entre la société Daewoo, l'Etat malagasy et les Régions concernées.

Madagascar est un Etat partie au Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels et a donc l'obligation de respecter, de protéger et de réaliser le droit à l'alimentation ainsi que le droit de disposer librement des richesses et ressources naturelles nationales. Mettre à la disposition des investisseurs étrangers d'immenses surfaces de terrains pour location peut conduire à une dépossession totale des terres, de l'eau et des autres ressources nécessaires à la production de nourriture pour les petits paysans et autres citoyens. D'un autre côté, la délivrance d'accord d'acquisition de terres à grande échelle à des investisseurs étrangers ou à leurs filiales qui vont exporter toute la production peut restreindre (voire anéantir) la capacité pour les nationaux de produire de la nourriture pour les générations actuelle et futures. Pour ces deux raisons, la délivrance d'autorisation d'acquisition de terres à grande échelle est une menace pour le droit à l'alimentation et autres droits de la population locale.

J'aimerais par conséquent, Monsieur le Président, vous demander de bien vouloir prendre toutes les mesures nécessaires afin de :

- confirmer officiellement l'annulation du bail de location, la résiliation de tout contrat et l'abandon du projet avec Daewoo., afin que votre annonce du 18 Mars 2009 devienne effective ;
- arrêter toutes les procédures en cours et d'annuler toutes les autorisations de prospection ou d'acquisitions déjà délivrées à cette compagnie ou à ses représentants
- réviser la loi 2007- 36 qui facilite, de manière choquante, la cession des terres à des riches investisseurs, particulièrement la cession de terres agricoles ;
- garantir un débat national et participatif sur l'investissement dans l'agriculture et dans le domaine minier;
- garantir des politiques et lois territoriales équitables augmentant l'accès aux terres et la sécurisation des titres de propriété des familles malgaches et des petits agriculteurs.

Merci de me tenir informé de toute mesure prise dans ce sens.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Mr Lee Myung-Bak

President of the Republic of Korea

Mr President,

I recently heard that Daweoo Logistics, a subsidiary company of Daweoo International Corporation signed a contract with the Malagasy government in July 2008 for leasing 1,3 million ha for 99 years to produce maize and palm oil in Madagascar. This project sparked strong opposition among the Malagasy population. Their major concerns relate to the future existence of a homeland for all the Malagasy who consider the lands of their ancestors as a "sacred" good; to the dispossession of numerous peasant families from the lands where they live and work; to the fear that genetically modified corn could be planted, that cultivating corn in the Western part of the island might dry out lands and that palm oil monocultures could destroy biodiversity. Moreover, the whole maize and palm oil production was supposed to be exported and therefore not contributing to the food availability in the country.

Korea is state party of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and is therefore duty bound to protect the right to food of people living in other countries in cases where Korean companies might threaten, for instance, the existing access to land of these people. Since Korean companies have signed contracts of land acquisition or lease not only in Madagascar, but also in other countries like Sudan and Russia, I'd like to ask you, Mr. President, to take the appropriate measures in order to:

- ensure proper regulation of Korean companies investing in agriculture abroad in order to avoid forced evictions and other threats to the right to food of communities living in other countries;
- prioritise in your domestic and foreign agricultural investment policies support to small-scale agriculture;
- take into consideration in your investment policies the right of all peoples to freely dispose of their natural resources.

Please keep me informed about all measure you take in this regard.

Yours sincerely,